

Hubert VEDRINE : Conférence « **Demain le chaos ?** »

Résumé élaboré par Henry MARTY-GAUQUIÉ, membre du Conseil scientifique de l'association EUROMED-IHEDN

1^{ère} partie : les sources du chaos dans un monde en mutation

- Démographie : la croissance très rapide de la population mondiale (7 Mds en 2015, 9,2 Mds en 2050, 11,8 Mds en 2100) fait peser une charge excessive sur les ressources naturelles et conduit à la généralisation du mode de vie urbain ; ces facteurs sont aggravés par la répartition déséquilibrée de la population dans le monde et la brutalité des ajustements qu'elle induit (conflits ethniques, migrations, criminalité, etc.).
- Climat-écologie : 6^{ème} période d'extinction ; dégradation récente et exponentielle de la capacité régénératrice de la planète ; épuisement des ressources naturelles et de l'espace disponible. Le tout sur fond d'inculture scientifique des opinions et des gouvernants qui conduit au déni.
- « Américano-globalisation » : généralisation d'un mode de vie prédateur pour les ressources naturelles (urbanisation, suralimentation, surconsommation) ; création massive de richesse et de progrès technologique, mais répartition massivement inégale ; perte de sens collectif et de repères individuels ; cataclysmes globaux et criminalité internationalisée : pandémies, catastrophes naturelles, migrations, radicalisations, populisme.
- Géopolitique instable : affaiblissement des hégémonies traditionnelles (USA, Russie) sans qu'aucune puissance ne soit à même de les remplacer dans leurs fonctions stabilisatrices du monde.

US déboussolés car ils n'ont plus de repères hégémoniques et ne peuvent renoncer à ne plus exercer une suprématie. Résultat, comportement brutal et incohérent, perte de vision de long terme, instabilité dans la gestion de crises et perte de confiance des opinions occidentales dans les dirigeants US, etc.

Chine ne souhaite ni ne veut exercer une hégémonie mondiale. Ce n'est pas dans sa nature (bouddhisme n'est pas une religion prosélyte révélée), ni dans ses projets : d'abord achever ses réorganisations internes (mouvements de population, classe moyenne, répartition de la richesse, etc.) puis se créer un écosystème international qui lui soit favorable.

(Grands) émergents ? jusqu'à présent, ont été incapables de formuler un projet collectif, ne fût-ce que dans les négociations de gouvernances mondiale (postes internationaux, quotas, etc.).

Gouvernance mondiale ? L'ordre mondial établi en 1945 a été remarquablement durable (il a survécu à la décolonisation et à la guerre froide) mais ses bénéficiaires ont été incapables de le préserver faute de savoir le et se réformer. « Ne pas confondre les enceintes (les OI de Bretton Woods et celles plus récentes G7, G8, G20) et les pouvoirs (ceux qui remplissent ces enceintes) ».

- Crise des démocraties : épuisement des démocraties représentatives, par ailleurs un modèle spécifiquement occidental (Siècle des Lumières) et pas universel. Les sociétés occidentales ont investi sur le renforcement des mécanismes formels (élections, presse, information du citoyen), sans réfléchir à la rénovation des modes d'appropriation de l'intérêt public par les opinions.

Les réseaux sociaux et l'information-spectacle ont hystérisé le processus démocratique et l'ont infantilisé (vision virtuelle et ludique de l'actualité/responsabilité des gouvernants). Il en résulte une demande affective de démocratie instantanée qui devient ingérable. « Ni gouverner, ni réformer ».

Mussolini : « il est tout à fait impossible de gouverner (les italiens) et par ailleurs, c'est tout à fait inutile » ...

A ces 5 facteurs de chaos et à leur interaction s'ajoutent deux aléas conjoncturels peu rassurants :

- 1) le risque de crise économique et financière est réel sans être prévisible ;
- 2) l'idéologie dérégulatrice atteint le multilatéralisme qui, depuis 70 ans est l'atténuateur de la gestion unilatérale des relations internationales.

Paradoxe : le populisme qui s'élève contre les excès de l'idéologie libérale et dérégulatrice, accélère cette mise en cause du multilatéralisme (cf. D. Trump et le Brexit).

Conclusion : on assiste à une désillusion occidentale : remise en cause de l'« angélisme européen », fin du monopole hégémonique et culturel occidental. Période difficile pour l'Occident car elle implique qu'il se remette en cause et se réforme, alors que les pays émergents ont juste à « inventer leur avenir ».

*_*_*_*

2ème partie : les raisons d'espérer, les freins au chaos

- Démographie : la transition est en cours partout dans le monde, vers une diminution des naissances (la cloche démographique culmine en 2100). Le problème est en Afrique subsaharienne pour 100 ans : la solution est l'éducation des jeunes filles. Pas facile (cf. expériences au Pakistan et Afghanistan) mais faisable – s'appuyer sur les acteurs locaux ; « aider sans être balourd ».
- Climat-écologie : mouvement d'écologisation universel est à présent en cours (grâce aux efforts du multilatéralisme, ONU, COPs, ONGs), en particulier dans les pays développés (où les « verts » ont enfin amorcé leur transition : de gauchistes néo-trotskistes qui avaient trouvé ce levier pour faire « sauter le système », ils sont devenus des ingénieurs et des businessmen, sauf une minorité activiste parce qu'elle ne sait pas faire grand-chose d'autre.).

Résultats ne sont pas encore très visibles à cause de l'inculture scientifique (des opinions et surtout des gouvernants) et de la focalisation des activistes verts sur le nucléaire alors que ce n'est pas l'urgence (sortir d'abord du charbon, puis du pétrole, puis du gaz, puis du nucléaire ; investir sur l'efficacité énergétique, les comportements plus durables - adaptation avant prévention, etc.).

- Crise des démocraties : essayer de dédramatiser ; sortir du moralisme et de l'émotion perpétuelle . Commencer à réguler les réseaux sociaux et les comportements asociaux ; définir un droit adapté à la dématérialisation et faisant rentrer les GAFA dans le droit commun fiscal et social ; montrer au citoyen que nous reprenons la main.
Entrer dans la démocratie participative (c'est un leurre, à mon avis !).
- Géopolitique instable : même si le multilatéralisme est remis en cause par les populismes, il fonctionne encore et constitue à la fois un outil et un levier : « des milliers de sachants œuvrent tous les jours pour aider à désamorcer et gérer les crises » (cf. transition climatique, gestion européenne de la crise éco avec l'aide des institutions comme la BCE, etc.).
« Il n'y a pas de risque d'engrenage conduisant à la guerre, comme en 1914 » (sans doute vrai).
« Il y aura des clashes et des guerres subrégionales (cf. Irak, Libye, Syrie, bientôt Iran ?) mais pas d'explosions entre puissances ». (Nota : malgré la démonstration sur les dirigeants expérimentés qui ont évité l'explosion pendant la Guerre Froide, je ne suis pas convaincu : des puissances régionales peuvent décider de recourir à la guerre et les hégémonies actuelles risquent d'être impuissantes à empêcher ces dérives (cf. intervention de la Turquie dans le conflit syrien) ; l'inculture de certains dirigeants fait craindre qu'ils passent sans s'en rendre compte de la menace à la guerre : cf. Trump.

*_*_*_*

3ème partie : Que pourrait être un ordre mondial durable ?

Le système de gouvernance mondiale a été très robuste (1945-2000), mais il sombre avec les effets de la mondialisation (déclenchée par ceux qui avaient créé ce système mondial 😊 !). Les puissances établies (l'Occident) doivent accepter l'idée de leur perte de monopole et doivent s'adapter en conséquence. Mieux vaut en prendre conscience et se préparer à la négociation, plutôt que de se voir imposer une marginalisation par des « puissances en devenir » qui feraient sans nous.

La Chine ne fera pas la guerre à l'Occident ; si les choses n'évoluent pas, elle mettra en place une nouvelle gouvernance mondiale qui lui conviendra et à laquelle elle fera « naturellement adhérer » les pays qui sont dans son orbite économique ou politique (soit 80 à 100 pays, les autres étant hors-jeu). Cf. la création de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) ¹.

2 options :

- Un compromis général : L'Occident se prépare à 10-15 ans de négociations sur la nouvelle gouvernance mondiale, à laquelle sont associés les émergents (sur une base négociée d'objectifs et de calendrier) avec des effets positifs pour tous les pays : anciennes puissances, émergents constatés, pays en devenir.
Suppose que l'Occident soit lucide et bienveillant.

¹ Voir : https://fr.wikipedia.org/wiki/Banque_asiatique_d%27investissement_pour_les_infrastructures

Définir de nouveaux équilibres dans les grandes OI (« La France donnera son siège au Conseil de Sécurité à l'Union européenne et le RU le sien à l'Inde »).

L'axe central du nouvel ordre mondial sera celui de l'écologisation du monde. Comment organiser la transition pour la survie ? : calendrier, responsabilités, financement, droit et justice internationale (répression des Etats voyous et de la criminalité internationale), gestion des migrations, etc.

- Un nouvel ordre unilatéralement défini, au profit d'une puissance alternative : la Chine. Le nouvel ordre se fera sans l'ancien monde et sans que la porte lui soit ouverte.

Et l'Europe dans tout cela ?

En l'état actuel, l'Europe est impuissante à définir une vision de long terme et à faire adopter des compromis en son sein pour l'adoption d'un projet politique. La cause en est la montée des populismes illibéraux et l'incapacité des classes politiques des Etats à leur apporter une réponse (fuite en avant à leur poursuite ☹).

L'Europe peut être capable de jouer un rôle décisif « si elle récupère ses peuples » :

- Restaurer sa légitimité propre et celle de ses institutions
- Entendre les « demandes naturelles » des populations qui sous-tendent les mouvements populistes (« tous les électeurs de l'AfD ne sont pas des fascistes ») : besoin d'identité dans un monde instable, volonté d'être associé aux décisions qui les concernent (participation, décentralisation), envie de pouvoirs locaux pour gérer les particularismes locaux, etc.
- Réforme de gouvernance pour être plus transparents dans la réflexion et l'action, afin que les insuffisances et contradictions des classes politiques nationales ne soient plus attribuées à l'UE, mais bien à leurs auteurs. (Nota : ce que la Commission Juncker a essayé timidement de faire d'où les attaques personnelles dont son président fait l'objet de manière permanente).